



Assemblée générale

Distr. générale
17 août 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 118 d) de la liste préliminaire*

**Élections aux sièges devenus vacants dans les organes
subsidiaires et autres élections : élection de membres
du Conseil des droits de l'homme**

Note verbale datée du 16 août 2021, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York présente ses compliments au Président de l'Assemblée générale et à l'honneur d'appeler son attention sur la candidature de son gouvernement aux élections au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour la période 2022-2024, qui se tiendront en octobre 2021 à New York.

Conformément à la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale, la Mission fait tenir ci-joint au Président un aide-mémoire des engagements pris volontairement par le Gouvernement indien (voir annexe).

La Mission permanente de l'Inde serait reconnaissante au Président de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 118 d) de l'ordre du jour.

* [A/76/50](#).



**Annexe à la note verbale datée du 16 août 2021 adressée
au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente
de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Candidature de l'Inde au Conseil des droits de l'homme
(2022-2024)**

**Engagements pris volontairement en application de la résolution [60/251](#)
de l'Assemblée générale des Nations Unies**

1. L'adage indien « Vasudhaiva Kutumbakam », selon lequel le monde est une famille, porte une philosophie d'ouverture d'esprit, de respect de la diversité, de coexistence et de coopération. Représentant un sixième de la population mondiale, l'Inde est une société multiethnique et plurilingue où de nombreuses religions cohabitent depuis des millénaires.
2. L'Inde a une longue tradition de promotion et de protection des droits humains. En témoigne la vision des fondateurs de la nation qui ont rédigé la Constitution. Celle-ci garantit en effet à ses citoyens des droits fondamentaux politiques et civils et prévoit la réalisation progressive des droits économiques, sociaux et culturels. Ces droits sont consacrés comme droits fondamentaux dans la partie III de la Constitution et comme principes directeurs de la politique de l'État dans sa partie IV. De plus, l'article 32 de la Constitution fait de la Cour suprême de l'Inde la gardienne des droits fondamentaux, lui en confiant l'application et l'interprétation.
3. Ces dispositions constitutionnelles constituent le fondement de la détermination de l'Inde à promouvoir et à protéger les droits humains fondamentaux de 1,35 milliard d'Indiennes et d'Indiens. Elles garantissent l'attachement indéfectible du Gouvernement à donner effet à ces droits.
4. Plus grande démocratie du monde, l'Inde complète son régime démocratique et constitutionnel par un système judiciaire indépendant, un ensemble de commissions au niveau fédéral et au niveau des États qui contrôlent le respect des droits humains, une presse libre et une société civile dynamique et qui se fait entendre. Un ensemble de mesures d'action positive sont en place pour aider les personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées de notre société, notamment les communautés défavorisées, les minorités, les femmes et autres groupes, et pour traiter les questions d'exclusion sociale, de dénuement et d'inégalité auxquelles ces groupes peuvent être confrontés.
5. La Commission nationale des droits humains de l'Inde, organe indépendant et dynamique accrédité au statut A par l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme, surveille l'évolution de la situation en matière de droits humains dans le pays et fait part de son expérience et de son expertise à ses homologues d'autres pays. Il existe en outre des commissions des droits humains au niveau des États, chargées de traiter les plaintes déposées pour violation des droits humains.
6. L'Inde est mobilisée auprès du Conseil des droits de l'homme car elle est absolument convaincue de l'importance du rôle qu'il joue dans la promotion et la protection des droits humains au niveau mondial, lesquelles sont pour elle essentielles au progrès socioéconomique de l'ensemble de l'humanité.
7. L'Inde se porte candidate au Conseil des droits de l'homme car elle considère qu'en être membre offre à un État une occasion unique de promouvoir les droits humains dans le monde, tout en l'investissant d'une responsabilité qui l'oblige. Elle estime que la meilleure façon pour les États membres du Conseil de promouvoir et de

protéger les droits humains est de dialoguer et de coopérer entre eux dans l'objectif de bâtir un avenir meilleur pour tous. Une fois élue, elle continuera d'apporter son point de vue pluraliste, modéré et équilibré afin de permettre au Conseil de surmonter les divisions et les divergences de vue.

8. L'Inde a toujours fait la preuve de son engagement en faveur des droits humains et des libertés fondamentales. En mai 2017, pour la troisième fois en moins de 10 ans, son bilan en matière de droits humains a été examiné dans le cadre de l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme. L'Inde sera soumise à son quatrième Examen en novembre 2022. Lors du sommet sur les objectifs de développement durable du Conseil économique et social qui a eu lieu en juillet 2020, elle a présenté son deuxième examen national volontaire sur la réalisation des 17 objectifs de développement durable du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ces deux processus volontaires et conduits par les États ont suscité beaucoup d'intérêt. Le rapport initial de l'Inde sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées a été examiné en septembre 2019. L'Inde accorde la même priorité à la réalisation des droits civils et politiques qu'à celle des droits économiques, sociaux et culturels.

9. Pour l'Inde, des modes de vie, de consommation et de production durables sont importants pour parvenir à un développement durable inclusif. Les principales initiatives du Gouvernement, telles que « Beti bachao beti padhao – Celebrate the girl child and enable her education » (Célébrer les filles et leur permettre de s'instruire), « AatmaNirbhar Bharat – Self-reliant India » (L'Inde autonome), « Swachh Bharat – Clean India » (L'Inde propre), « Jan dhan yojana – Bank accounts for all » (Un compte bancaire pour tous), « Jal jeevan mission – Water is life » (L'eau, c'est la vie), « Smart cities » (Des villes intelligentes), « Make in India » (Fabriquer en Inde), « Digital India » (L'Inde numérique), « Skill India » (L'Inde des compétences), « Start-up India », « Saubhagya – Universal household electrification » (L'électrification de tous les foyers), « Pradhan mantri awas yojana – Housing for all » (Le logement pour tous), etc., correspondent aux cibles associées aux 17 objectifs de développement durable du Programme 2030. Elles favorisent également la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels et témoignent de la conviction de l'Inde que le développement durable est la clef devant permettre au peuple indien de jouir de divers droits humains fondamentaux.

10. Éliminer la pauvreté et parvenir à un développement durable inclusif sont les plus grandes priorités de l'Inde. Le mot d'ordre du Gouvernement, « Sabka saath, sabka vikas, sabka vishwas », c'est-à-dire un développement inclusif pour toutes et tous, avec la confiance de toutes et tous, exprime la volonté de l'Inde de parvenir à un développement qui « ne laisse personne de côté ». Toutes les politiques de l'Inde ont pour ambition d'assurer un développement inclusif et de protéger et promouvoir les droits des groupes marginalisés en leur permettant de s'affirmer.

11. Une volonté similaire a assuré le succès des actions climatiques menées par les parties à l'Accord de Paris, accord historique conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. L'Inde a participé activement aux délibérations de la Convention-cadre et de tous les forums internationaux portant sur la lutte contre les changements climatiques. Elle a montré qu'elle croyait en une approche qui soit éthique et tienne compte des populations en adhérant aux principes de la justice climatique et d'un mode de vie durable. La Cour suprême de l'Inde a établi que le droit à un environnement propre faisait partie du droit à la vie garanti par la Constitution.

12. L'Inde est consciente qu'il est urgent d'assurer l'accès universel à une énergie abordable, fiable, durable et moderne pour lutter contre les changements climatiques et pense que l'énergie solaire constitue une ressource énergétique propre,

respectueuse du climat et inépuisable, qui offre une possibilité sans précédent d'apporter la sécurité énergétique à la population. La détermination dont elle fait preuve pour promouvoir l'énergie solaire dans le monde se retrouve dans l'appui constant qu'elle offre à l'Alliance solaire internationale. Le 11 mars 2018 à New Delhi, elle en a coprésidé la conférence fondatrice avec la France. Elle a consacré 27 millions de dollars à l'accueil du secrétariat de l'Alliance, doté celle-ci d'un fonds de réserve, offert à ses pays membres une aide à la formation à l'Institut national indien de l'énergie solaire et soutenu des projets de démonstration sur l'éclairage solaire domestique, les pompes solaires pour les agriculteurs et d'autres applications solaires. L'adhésion à l'Alliance est désormais ouverte à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, y compris ceux situés au-delà des tropiques. À ce jour, 77 États en sont membres et 18 ont signé l'accord-cadre qui en porte création.

13. L'Inde a pris des mesures importantes pour lutter contre les changements climatiques. Ses stratégies d'atténuation mettent l'accent sur des systèmes énergétiques propres et efficaces, sur un réseau de transport collectif urbain écologique, sûr, intelligent et durable, sur un boisement planifié et sur l'intégration d'une réflexion écologique dans tous les secteurs de production et de consommation. L'Inde est l'un des rares pays qui est en passe de respecter les engagements en matière d'atténuation des changements climatiques pris dans le cadre de l'Accord de Paris et même de dépasser les objectifs qui y sont fixés. Elle possède actuellement le programme d'énergie solaire qui connaît la croissance la plus rapide au monde et fait partie des pays les plus dynamiques en matière d'énergie propre au niveau mondial. Récemment, par exemple, elle a pris l'engagement d'installer 450 gigawatts d'énergie renouvelable, d'éliminer le plastique à usage unique, d'électrifier 100 % de ses chemins de fer et de créer un puits de carbone supplémentaire en restaurant 26 millions d'hectares de terres dégradées.

14. En 2019, l'Inde a lancé la Coalition pour une infrastructure résiliente face aux catastrophes lors du Sommet sur l'action climatique, qui s'est tenu à New York, dans le but de promouvoir des infrastructures résilientes face aux catastrophes et de permettre ainsi un développement durable.

15. Estimant que l'Organisation des Nations Unies doit disposer des ressources nécessaires à ses activités, l'Inde est un contributeur régulier au budget de l'ONU. En 2017, elle a annoncé la mise en place du Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement, en association avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. Elle s'est engagée à y verser un total de 100 millions de dollars au cours de la prochaine décennie. En avril 2018, cherchant à travailler spécifiquement avec les autres pays en développement du Commonwealth, elle a créé au sein du Fonds un guichet séparé réservé aux membres du Commonwealth. Le Gouvernement indien s'est engagé à affecter à ce guichet un montant supplémentaire de 50 millions de dollars sur les cinq prochaines années. Ces ressources ne sont pas préaffectées, comme il est préconisé pour assurer un financement durable et prévisible des objectifs de développement durable et de la coopération Sud-Sud.

16. L'un des principaux éléments du programme de développement de l'Inde a été sa volonté de promouvoir la bonne gouvernance et la création d'une société du savoir. L'objectif du programme « Digital India » (L'Inde numérique) est de transformer l'Inde en donnant aux citoyens les moyens d'agir grâce au numérique, en leur offrant une plus grande connectivité, un meilleur accès au savoir, des services accessibles par des moyens numériques et une gouvernance électronique. Axé sur l'autonomisation, l'inclusion et la transformation numérique, ce programme a eu des répercussions positives sur tous les aspects de la vie des citoyens, notamment pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

17. Conformément à l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'Inde accorde une priorité absolue à la santé et au bien-être de ses citoyens et a conçu une approche globale reposant sur quatre grands piliers. Le premier est celui des soins préventifs, où l'accent est mis sur le yoga, l'ayurvéda et le fitness. Le deuxième est celui des soins de santé abordables. Dans ce cadre a été mis en place dans le pays le plus grand régime d'assurance maladie au monde, Ayushman Bharat. Près de 500 millions de personnes pauvres ont pu bénéficier de traitements gratuitement, dans la limite de 500 000 roupies par an. Dans le cadre du troisième pilier, qui concerne l'amélioration de l'offre, plusieurs mesures ont été prises pour assurer une formation médicale de qualité et le développement des infrastructures médicales. Le quatrième pilier est une démarche d'intervention, dans laquelle la santé des mères et des enfants est devenue une priorité absolue pour jeter les bases d'une société en bonne santé.

18. L'engagement constant de l'Inde en faveur de la promotion et de la protection des droits humains fondamentaux se manifeste également par sa stratégie de lutte contre la pandémie de COVID-19. En apportant une aide alimentaire directe à 800 millions de personnes et une aide financière à 400 millions, en particulier à celles appartenant aux catégories vulnérables et notamment aux femmes, l'Inde a veillé à ce que les besoins fondamentaux soient effectivement satisfaits pendant le confinement. Elle a non seulement répondu aux besoins du pays mais s'est pareillement préoccupée du reste du monde en fournissant des médicaments et du matériel essentiels à plus de 150 pays afin de les aider dans cette lutte. Dans le même esprit, elle s'est engagée à utiliser sa capacité de production de vaccin pour le rendre accessible à tous à un prix abordable. La « pharmacie du monde » a fourni des millions de doses aux autres pays dans le cadre de son initiative tout à fait exceptionnelle intitulée « Vaccine maitri ».

19. Outre l'amélioration des structures de gouvernance, la politique de développement de l'Inde vise à garantir la sécurité sociale et le droit au travail dans des conditions justes et favorables et à offrir un éventail de droits socioéconomiques à tous les citoyens. L'Inde poursuit par exemple ses efforts pour lutter contre la malnutrition infantile. Le dispositif de « développement intégré de l'enfant » a été étendu afin de veiller à une meilleure nutrition, une meilleure santé et un meilleur développement général des enfants de moins de 6 ans. Ce dispositif prévoit une aide en matière de nutrition et de santé à destination des femmes enceintes et des mères allaitantes. L'Inde continue d'œuvrer à l'application effective du programme « Repas de midi » dans les écoles publiques. La « Mission nationale de nutrition » a été lancée pour améliorer l'état nutritionnel des enfants, des adolescentes, des femmes enceintes et des mères allaitantes ; son objectif est d'éliminer la malnutrition en Inde d'ici 2022.

20. L'Inde s'est engagée à doubler le revenu des agriculteurs d'ici 2022. La stratégie du Gouvernement met l'accent sur l'irrigation en vue d'augmenter la productivité de l'eau, sur la fourniture de semences et de nutriments de qualité adaptés à la qualité du sol de chaque exploitation, sur des investissements importants dans des entrepôts et dans les chaînes du froid afin de prévenir les pertes après récolte, sur la promotion de la valeur ajoutée par la transformation des aliments, sur la mise en place de marchés agricoles nationaux, notamment de places de marché électroniques (e-NAM), sur l'atténuation des risques, sur l'introduction d'un régime d'assurance-récolte à moindre coût et sur la promotion d'activités connexes telles que l'élevage laitier, l'aviculture, l'apiculture, l'horticulture et la pêche. Des lois ont été adoptées pour aider les agriculteurs, notamment les petits exploitants et les exploitants marginaux, à obtenir de meilleurs prix pour leurs produits en leur facilitant l'accès au marché.

21. L'Inde demeure un pays jeune ; plus de 65 % de sa population est âgée de moins de 35 ans. Elle a pour ambition de devenir la capitale mondiale des compétences grâce à l'initiative « Skill India » (L'Inde des compétences) et collabore avec plusieurs

autres pays afin de permettre à sa jeunesse d'acquérir les compétences requises pour répondre aux besoins mondiaux.

22. Afin de préserver les droits et le bien-être des travailleurs, trois Codes du travail sont récemment entrés en vigueur, lesquels mettront en adéquation les besoins des travailleurs et ceux de l'industrie. Ces Codes concernent plus de 500 millions de travailleurs des secteurs organisé et informel ainsi que les indépendants et visent à leur garantir un salaire minimum, la sécurité sociale et la parité salariale.

23. L'Inde a pris diverses mesures pour que les femmes participent au marché du travail dans la même mesure que les hommes. Afin d'offrir aux femmes un environnement de travail sûr et digne et de faciliter leur avancement socioéconomique global, elle a adopté une loi exigeant des employeurs qu'ils traitent effectivement les plaintes de harcèlement sexuel et qu'ils prennent les autres mesures nécessaires pour procurer aux femmes un environnement de travail sûr et tenant compte des questions de genre.

24. Conscient que les femmes assument une grande part des responsabilités familiales en matière de soins et que cela nuit à leur participation optimale au marché du travail, le Gouvernement s'est engagé à restructurer les espaces de travail pour qu'ils tiennent mieux compte de la situation sociale des femmes. En vertu de la loi (modificative) de 2017 relative aux prestations de maternité, la durée du congé de maternité payé pour les salariées a été portée de 12 à 26 semaines. Cette loi prévoit également des obligations en matière de crèches et des horaires de travail flexibles pour faciliter l'égal accès à l'emploi des femmes.

25. L'Inde reste profondément attachée au renforcement et à l'accélération des efforts de lutte contre la traite des personnes. Grâce à une modification de ses lois pénales, celle-ci est désormais sévèrement sanctionnée. L'Inde est consciente qu'une réponse répressive ne constitue qu'une étape partielle dans la lutte contre les multiples violations des droits humains dont souffre une victime de la traite ; divers programmes sont mis en place pour aider les personnes survivantes à se réadapter.

26. L'Inde est à l'avant-garde de la reconnaissance de l'égalité des droits des personnes transgenres. La loi de 2019 sur la protection des droits des personnes transgenres a pour objet de protéger les droits et de favoriser le bien-être de ces personnes. Dans un arrêt de 2018 qui a fait date, un collège constitutionnel de la Cour suprême a dépénalisé les relations entre adultes consentants de même sexe en Inde.

27. L'Inde a fait des progrès considérables dans sa manière de répondre aux besoins spécifiques des personnes en situation de handicap grâce à sa campagne « Accessible India » et pris des mesures législatives concernant les droits des personnes en situation de handicap ou souffrant de troubles mentaux. Elle reste déterminée à offrir un environnement favorable aux personnes ayant des aptitudes spéciales.

28. Reconnaissant le droit de la population à un environnement propre, l'Inde a lancé la mission « Swachh Bharat » (Inde propre). La première phase de cette mission s'est déroulée de 2014 à 2019 sous la forme d'une campagne nationale visant à éliminer la défécation en plein air grâce à un changement de comportement et à la construction de toilettes privatives ou gérées par les habitants, à l'éradication du nettoyage manuel des excréments et à la gestion scientifique des déchets urbains solides. Dans le cadre de cette mission, tous les villages, districts, États et Territoires de l'Union de l'Inde se sont déclarés exempts de défécation en plein air au 2 octobre 2019, date du 150^e anniversaire de la naissance du mahatma Gandhi. La deuxième phase de la mission est en cours ; elle consiste à veiller à ce que la défécation en plein air soit un comportement durablement abandonné, que personne ne soit laissé de côté et que des installations de gestion des déchets solides et liquides soient disponibles.

29. L'Inde est résolument engagée en faveur de la réalisation progressive du droit à l'eau potable et à l'assainissement. L'objectif de la mission phare « Jal jeevan mission – Water is life » (L'eau c'est la vie) est que chaque ménage rural du pays soit raccordé à l'eau courante d'ici 2024. Chaque foyer devrait ainsi disposer d'un approvisionnement en eau potable en quantité suffisante, de la qualité prescrite et à un prix abordable, pour une amélioration du niveau de vie, notamment des femmes et des enfants.

30. L'Inde s'engage à protéger les droits humains et à promouvoir un modèle d'entreprise socialement responsable. Dans les *Règles nationales d'application volontaire sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises*, publiées en 2011, le Gouvernement indien reconnaît formellement le cadre des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme : mise en œuvre du cadre de référence « protéger, respecter et réparer » des Nations Unies. Les *Règles nationales d'application volontaire* ont ensuite été alignées sur les Principes directeurs, les objectifs de développement durable, l'Accord de Paris sur les changements climatiques et autres, et publiées sous le titre *Règles nationales relatives à la conduite responsable des entreprises* en mars 2019. Le Gouvernement travaille également à l'élaboration d'un plan d'action national sur les entreprises et les droits humains qui devrait voir le jour prochainement.

31. L'Inde est fière de son patrimoine culturel riche et varié. La protection des droits des minorités se trouve au cœur de ses institutions. La Constitution contient diverses dispositions visant à protéger les droits et les intérêts des minorités. Ainsi, l'article 16 garantit qu'en matière d'emploi public, aucune discrimination ne saurait avoir lieu en raison de la race, de la religion, de la caste, etc. L'article 25 garantit la liberté de religion. L'article 30 donne aux minorités le droit de créer et d'administrer les établissements d'enseignement de leur choix. L'Inde déploie divers programmes pour l'inclusion des minorités dans l'éducation et pour leur démarginalisation socioéconomique.

32. Le droit à la liberté d'expression occupe une place légitime au cœur de la Constitution. L'Inde, plus grande démocratie multidimensionnelle au monde, reconnaît pleinement l'importance de la liberté d'expression. Par les décisions qu'elles ont rendues, la Cour suprême et d'autres juridictions indiennes, ont considérablement élargi la portée du droit à la liberté d'expression en y incluant d'autres droits, tels que le droit à la liberté de la presse, le droit à l'information et même le droit au silence.

33. Compte tenu de ce qui précède, l'Inde présente sa candidature aux élections du Conseil des droits de l'homme pour la période 2022-2024, qui se tiendront à l'Assemblée générale, à New York, en octobre-novembre 2021. L'Inde prend volontairement les engagements suivants :

- a) L'Inde observera les normes les plus strictes en matière de promotion et de défense des droits humains ;
- b) L'Inde continuera de s'efforcer à donner pleinement effet aux droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris au droit au développement ;
- c) L'Inde continuera de renforcer les mécanismes et procédures nationaux visant à promouvoir et protéger les droits humains et les libertés fondamentales de tous ses citoyens ;
- d) L'Inde continuera de coopérer avec les États, à leur demande, pour donner effet aux droits humains par le renforcement des capacités au moyen de la coopération technique, de dialogues et d'échanges d'experts ;

- e) L'Inde continuera de promouvoir les travaux du Conseil des droits de l'homme conformément aux principes de l'égalité souveraine de tous les États, du respect mutuel, de la coopération et du dialogue ;
- f) L'Inde continuera de s'efforcer de faire du Conseil des droits de l'homme un organe fort, efficace et performant, capable de promouvoir et de protéger les droits humains et les libertés fondamentales de toutes et tous ;
- g) L'Inde continuera d'appuyer les efforts internationaux de lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ;
- h) L'Inde continuera d'appuyer la protection et la promotion des droits des femmes et des enfants, des personnes en situation de handicap et des autres groupes vulnérables en mettant en place les lois, programmes et politiques qui s'imposent ;
- i) L'Inde restera attachée à promouvoir et protéger la jouissance pleine et effective du meilleur état de santé physique et mentale possible, notamment relativement aux questions d'accès aux médicaments, aux diagnostics et aux thérapeutiques permettant d'atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 ;
- j) L'Inde continuera de collaborer avec diligence avec les parties prenantes aux niveaux national et international afin de reconstruire en mieux après la pandémie et de veiller à la santé et au bien-être de ses citoyens comme du reste du monde ;
- k) L'Inde restera engagée dans la lutte contre la pandémie et veillera à ce que les vaccins contre la COVID-19 soient disponibles, accessibles et abordables pour ses propres citoyens comme pour l'humanité tout entière ;
- l) L'Inde continuera de participer de manière constructive aux délibérations du Conseil des droits de l'homme et de ses organes subsidiaires et mécanismes ;
- m) L'Inde continuera d'appuyer le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, notamment en faisant régulièrement des contributions volontaires ;
- n) L'Inde continuera de coopérer avec les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, d'accepter leurs demandes de visite et de répondre à leurs communications ;
- o) L'Inde s'engage à appliquer les recommandations qu'elle a acceptées au cours du troisième cycle d'Examen périodique universel ;
- p) L'Inde demeure résolue à ratifier la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- q) L'Inde continuera de coopérer avec les organes conventionnels et de dialoguer de manière constructive avec eux pour respecter au mieux ses obligations en matière de droits humains ;
- r) L'Inde continuera de renforcer l'application des traités relatifs aux droits humains qu'elle a ratifiés ;
- s) L'Inde fera en sorte que les organes nationaux chargés des droits humains, notamment la Commission nationale des droits humains, la Commission nationale pour les femmes, la Commission nationale de protection des droits de l'enfant, la Commission nationale pour les minorités, la Commission nationale pour les castes répertoriées, la Commission nationale pour les tribus répertoriées et la Commission nationale pour les classes déshéritées, conservent leur indépendance, leur autonomie et leurs véritables pouvoirs d'enquête, comme le prévoient la Constitution et la législation nationale ;
- t) L'Inde continuera de favoriser une culture de la transparence, de la sincérité et de la responsabilité dans le fonctionnement du Gouvernement ;

u) L'Inde continuera d'encourager la participation active et concrète de la société civile, notamment des défenseuses et défenseurs des droits de l'homme, à la promotion et la protection des droits humains, et de renforcer la protection contre les représailles ;

v) L'Inde appuiera la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et continuera de prendre des mesures à cet effet au niveau national, en ayant particulièrement pour objectif l'élimination de la pauvreté et en accordant une égale importance au développement social, à la croissance économique et à la protection de l'environnement ;

w) L'Inde continuera d'apporter son aide aux autres pays en développement et au système des Nations Unies pour le développement et demeure fermement résolue à collaborer avec eux pour atteindre collectivement les objectifs de développement durable.
